

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
 Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. Section: Social Sciences
 ISBN: 978-606-8624-17-4

UNDERGROUND BEHAVIOR AND PRIVATIZATION IN THE ROMANIAN ECONOMY

Ion Imbrescu; Liana Ştefan
West University of Timișoara

Abstract: We attempted to present in this research specific aspects of the processes of privatization in Romania, but also some specific features of the complex system of relationships between these processes and activities of the underground economy in our country. Our gut feeling tells us that the current situation in Romania is being generated mainly by the underground behavior that occurred in the process of privatization. The latter tended to manifest itself in later stages of this process.

Our research presents the privatization of small and medium sized enterprises by methods reminiscent of the mentality prior to 1989 (MEBO) and, finally, the privatization of large state owned economic entities, its social dimension being due to the large number of employees. Their dismissal could have generated social convulsions whose results would have been dangerous not only for the government but also for the further development of Romania.

The objective of this research is not only to present the situation of the Romanian economy in the last two decades, but also to identify specific solutions in which the underground component present at the level of the Romanian society could increasingly diminish its role without diminishing the results of the real economy. This requires intensifying the process by which the underground economy activities are formalized, which could generate additional revenue for social programs or for discretionary expenditures of the political parties, either in power or in opposition.

The timing for triggering a major program to combat the underground economy must take into account the state of the economy and its prospects.

Keywords: privatization, real economy, underground economy, transition, perspectives.

Introduction

Le système économique des PECO a subi une mutation profonde : d'une économie excessivement centralisée (nous soulignons ici que le terme *d'économie communiste* n'est pas approprié puisque le vrai pouvoir de décision était entre les mains d'un nombre réduit d'individus) vers une économie mixte dans laquelle le nombre des décideurs a augmenté par rapport à la période antérieure à 1989. Les nouveaux problèmes sont eux-aussi nombreux et exigent des approches nouvelles.

Un de ces problèmes est lié à la restructuration de l'économie, la principale préoccupation des gouvernements des pays qui ont renoncé, chacun de sa manière, aux principes ainsi dits communistes. Une composante essentielle de ce processus est représentée par la restructuration de la propriété car le statut de celle-ci constitue l'élément fondamental

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureș, 2016. *Section: Social Sciences*
ISBN: 978-606-8624-17-4

pour identifier les activités économiques qui puissent assurer des avantages compétitifs et soutenables du profit des agents économiques (au niveau microéconomique), mais aussi une allocation plus efficace des ressources (au niveau macroéconomique). La restructuration de la propriété signifie, en même temps, un processus d'autorégulation d'un système complexe et compliqué à la fois, telle l'économie nationale (Băcescu, 2000).

L'une des difficultés majeure de la restructuration de la propriété est celle d'identifier un optimal structural de l'économie où l'accent soit mis sur la propriété privée, sans diminuer ainsi le rôle de la propriété publique ou celui de la propriété mixte. Car l'optimisation des actions au niveau microéconomique ne génère pas toujours, au niveau macroéconomique, une situation optimale. Nous comprenons par optimal structural le fait que l'importance spécifique de chaque forme de propriété est adéquate aux conditions générales d'une société, non seulement du point de vue de la réalisation des objectifs économiques, mais aussi en ce qui concerne les objectifs sociaux et même politiques (plus précisément des objectifs politiques raisonnables). Et tout cela à court terme mais surtout à terme moyen et long.

Le nombre très grand des entreprises publiques, les dimensions immenses de certaines d'entre elles, le manque d'autorité des décideurs qui y étaient élus ou nommés, les mesures populistes, les manifestations spécifiques de l'inflation dans les pays en transition (qui connaissaient avec certitude leur point de départ, mais qui ignoraient complètement la destination) représentent des facteurs extrêmement puissants pour déterminer la restructuration économique. D'autant plus que certains effets des activités économiques n'ont fait qu'induire une mentalité et aussi des comportements négatifs pour la plupart de la population.

Le processus de privatisation est basé sur une forte composante politique. Ce processus est effectué, généralement, par le gouvernement, dont la couleur politique ne devrait pas avoir trop d'importance, car les objectifs de presque tous les partis dans les pays postcommunistes (sauf extrémistes) étaient semblables, les différences se manifestant surtout dans la manière de les atteindre. Les gouvernements de droite se proposent de ne pas augmenter la taille et l'importance de l'État dans l'économie, tandis que les gouvernements de gauche cherchent à accroître les recettes budgétaires pour améliorer et diversifier les programmes sociaux.

Nous avons essayé de présenter quelques aspects généraux des processus de privatisation en Roumanie, mais aussi quelques aspects spécifiques du système complexe des relations entre les activités spécifiques aux processus de privatisation et celles qui caractérisent l'économie souterraine de ce pays à cause d'une intuition qui nous dit que la situation actuelle de l'économie de la Roumanie est générée par les comportements souterrains manifestés dans les processus de privatisation et qui ont eu la tendance de continuer ultérieurement.

Dans des études antérieures nous avons présenté l'économie souterraine comme une composante de l'économie réelle qui comprend toutes les activités économiques en dehors de celles qui ont contribué à obtenir des résultats officiels dans l'économie. Nous avons groupé ces activités en trois composants (économie informelle, économie de l'évasion et économie criminelle) pour présenter, à part quelques caractéristiques générales, leurs manifestations spécifiques dans les processus de privatisation.

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*
ISBN: 978-606-8624-17-4

En fait, les processus réels de la privatisation ne sont pas seulement les processus qui transmettent les actifs détenus par l'État dans les mains des entrepreneurs privés, tels qu'ils sont consacrés dans la littérature de spécialité, mais aussi les processus dans lesquels sont privatisés les résultats des activités économiques financées des fonds publics. Nous pouvons donc parler de la privatisation comme étant, dans certains cas, une composante de l'économie souterraine, non seulement des processus spécifiques qui interagissent avec l'économie souterraine. Nous avons tenté de surprendre certains aspects qui aident à clarifier cette union de l'économie souterraine avec la privatisation, mais ceux-ci ont une forte clarification empirique.

Notre démarche ne se limite pas à présenter la situation de l'économie roumaine pendant les deux dernières décennies, mais nous essayons aussi d'identifier certaines solutions pour que la direction vers laquelle la Roumanie se dirige soit une visible pour les décideurs de manière que la composante souterraine présente dans la société roumaine diminue son rôle dans un rythme de plus en plus rapide. Évidemment, cette diminution ne doit pas affecter les résultats de l'économie réelle. Ainsi, il est nécessaire d'intensifier la formalisation pour les activités de l'économie souterraine ce qui peut générer des revenus supplémentaires y compris pour les programmes sociaux ou pour des dépenses discrétionnaires des partis au pouvoir ou en opposition.

La privatisation

Dans la littérature de spécialité il ya des études qui présentent les situations spécifiques de la privatisation dans les PECO. Celles qui parlent de la situation de la Roumanie se rapportent aux aspects spécifiques de la privatisation par la méthode MEBO (Telegdy, 2002). D'autres présentent l'échec de la privatisation en ce qui concerne la création des conditions pour développer un capitalisme de type anglo-saxon (Tache, 2008). Enfin, il y en a qui font l'analyse des relations entre les méthodes de privatisation et de leurs effets sur la productivité des entreprises roumaines (Earl and Telegdy, 2000 ; Telegdy, 2002). Certains travaux ont mis en évidence le niveau de résistance des sociétés privatisées à la pression concurrentielle de plus en plus forte, en résultant, à court terme, que cette résistance est plus grande que celle des entreprises publiques, non seulement en Roumanie, mais aussi en Bulgarie (Konings, Van Cayseele and Warzynsky, 2002). D'autres ont souligné les caractéristiques de la relation entre les méthodes de privatisation et la croissance économique (Bennett et al, 2004) ou l'impact de la privatisation sur la croissance économique (Filipovic, 2005). Il y a aussi des études qui mentionnent la responsabilité des entreprises privatisées en ce qui concerne l'environnement à partir du fait que dans le système socialiste celui-ci représentait l'une des ressources les moins chères (Syrczynski, 2003) ; d'autres mettent en évidence les traits spécifiques que les processus de privatisation devraient avoir tels le professionnalisme et la transparence (Lefter, 2005). À cause de la spécificité de l'environnement économique et politique roumain, il y a aussi des études sur l'implication du politique dans les processus de privatisation (Szentpeteri and Telegdy, 2009), ce qui a pu déterminer un certain degré de discrimination en ce qui concerne l'accès aux actifs des entreprises publiques (et non pas exclusivement à cause des

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureș, 2016. *Section: Social Sciences*
ISBN: 978-606-8624-17-4

erreurs individuelles), car l'influence du politique dans les économies en transition a eu et a encore une importance particulière (Desai, R. M., Olofsgard, A, 2009).

Dans les premières cinq années après la chute du système communiste, la privatisation en Roumanie a été monopolisée par la méthode MEBO (Telegdy, 2002, p.1), les causes de ce monopole relatif étant presque exclusivement politiques ou, pour mieux dire, étant générées par l'espoir des personnalités politiques qui dominaient la scène politique roumaine de garder les principes socialistes dans l'économie (« le socialisme à visage humain »). Parce que la majeure partie des spécialistes en économies ont été formés dans l'esprit des principes socialistes, il n'y a pas eu une réaction professionnelle assez bien définie à cet espoir des politiciens, surtout parce que les particularités de cet espoir se retrouvent dans la plupart des décisions gouvernementales. Malheureusement ce qui représentait un espoir pour ceux qui ne voulaient pas s'en sortir du socialisme, mais le transformer en quelque chose de plus humain, a généré du désespoir en ce qui concerne la possibilité de construire des principes capitalistes sains dans l'économie. Pourtant, certaines études essaient de trouver des liaisons non seulement entre les différentes variables économiques, mais aussi entre celles-ci et des variables sociales, cas où l'argumentation est plus difficile, tel que l'on peut observer dans une étude qui essaie de trouver des relations entre la privatisation en masse et la mortalité croissante dans les États postcommunistes (Earle, J. S., Gehlbach, S., 2010). Mais cet aspect est difficile à démontrer parce que la mortalité accrue ne peut pas être provoquée par une seule cause et le poids spécifique de chacune est difficile à mesurer, d'autant plus que l'on ne peut pas faire des observations dans les conditions où elles sont éliminées successivement.

La loi roumaine postsocialiste sur la spécificité de la propriété dans l'économie a partagé les sociétés publiques en deux groupes : le premier a été représenté par les entités pour lesquelles on pouvait démarrer les actions spécifiques au processus de privatisation (des sociétés commerciales), le deuxième groupe était représenté par des entités qui ne pouvaient pas être incluses dans aucun processus de privatisation au sens propre (régies autonomes), selon le principe que celles-ci présentaient une importance stratégique qui pourraient diminuer la souveraineté nationale. En réalité, même si leur statut légal était celui d'entreprises publiques, le statut fonctionnel était celui d'entreprises privées parce que de leurs activités et de leurs résultats bénéficiaient des individus et/ou des entités privées. Cet aspect nous allons le détailler un peu plus tard.

Du point de vue du nombre des entreprises, les régies autonomes représentaient 22% du total, mais, du point de vue du capital détenu, leur poids était un plus grand que 47% (Telegdy, 2002, p.3), ce qui signifie que l'intensité du désir de privatiser des décideurs politiques peut être considérée d'environ 0,53%, si nous analysons cette intensité strictement du point de vue quantitatif. Si nous analysons aussi les aspects qualitatifs et structurels, nous pouvons affirmer que cette intensité a été beaucoup plus faible, alors que dans l'évaluation des entreprises on ne prenait pas en considération des éléments tels que la bonne volonté (goodwill).

Un élément très important en ce qui concerne l'intensité du processus de privatisation est représenté aussi par l'opérationnalisation de ces processus qui était influencée par les

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)

CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication

Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*

ISBN: 978-606-8624-17-4

modalités concrètes de privatisation. En substance, la privatisation des entreprises qui pouvaient être privatisées a été faite par le transfert des droits de décision dans le portefeuille de deux entités nouvellement créées à cette époque, à savoir le Fonds de la Propriété Publique (auquel on a transféré 70% des actions des entreprises en cours de privatisation) et le Fonds de la Propriété Privée (auquel on a transféré 30% des actions des entreprises respectives). Un aspect intéressant à signaler est lié au Fonds de la Propriété Privée (en réalité il y en avait cinq, non pas un seul, et ils étaient responsables de la distribution gratuite des certificats de propriété aux bénéficiaires) qui n'a offert aucun dividende aux possesseurs des certificats entre 1990 – 1995 et le fait que sur les certificats de propriété le nom du fonds auquel ils appartenaient n'était pas mentionné a augmenté la confusion des propriétaires. De plus, on a induit l'idée que les certificats de propriété n'étaient que des papiers sans valeurs et que pratiquement leur marché officiel n'existait pas. Cela ne signifiait pas que ces certificats n'étaient pas vendus ou achetés, mais les transactions se déroulaient au marché noir ce qui a conduit à une grande accumulation dans les mains de certains individus et la majeure partie de ceux qui ont vendu à ces marchés noirs ont pratiquement perdu une partie de la valeur des certificats de privatisation.

Les études sur les effets de la privatisation en Roumanie grâce à l'utilisation de la méthode MEBO mettent en évidence le fait que dans la plupart des cas, la productivité enregistrée par les entreprises privatisées par cette méthode a baissé, les causes qui ont conduit à cette situation étant représentées par la poursuite d'objectifs à terme court et très court, la difficulté enregistrée dans l'augmentation du capital de ces entreprises et, en particulier, le fait que l'État jouait encore un rôle important dans la prise des décisions dans les entreprises et la dispersion des structures de propriété n'a pas permis une véritable consolidation des décisions privées (Earle, 2002, p. 26). Cependant, même si la productivité a baissé dans ces entreprises, la diminution de la productivité n'a pas été aussi élevée que celle des entreprises qui sont restés dans la propriété de l'Etat. D'autres études ont montré que seule la privatisation complète des entreprises génère la maximisation des effets sur la croissance économique, en particulier parce qu'il y a un phénomène naturel de concentration de la propriété à un niveau optimal et une plus forte corrélation entre la structure de la propriété et les compétences nécessaires pour que l'entreprise soit gérée efficacement (Bennett et al, 2004, p. 20). Mais la réalité économique a montré que lorsque le développement du leadership et de la gestion des activités d'une entreprise n'a pas suivi le rythme des caractéristiques de l'environnement où l'entreprise respective agissait, la solution pouvait survenir presque exclusivement par l'intensification des affaires avec l'État, et cette augmentation n'a pas pu être atteinte que par le recours à des méthodes de l'économie souterraine.

Le déroulement des processus de privatisation exige le respect de certaines étapes, dont l'importance relative peut générer des effets positifs ou négatifs. Avant de démarrer le processus de privatisation il est nécessaire d'estimer de la manière la plus réaliste la valeur de la privatisation d'une entreprise. À cet égard, la pratique a mis en évidence trois approches en ce qui concerne l'évaluation. La première est l'évaluation fondée sur la valeur comptable (*book value*), celle qui se retrouve dans les registres comptables de l'entreprise, modalité qui permet une vue rapide de sa taille dans l'expression monétaire, mais qui est extrêmement sensible si le

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
 Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*
 ISBN: 978-606-8624-17-4

taux d'inflation est élevé, ce qui signifie que la valeur nominale existante dans les registres comptables peut être considérablement inférieure au montant réel payé dans le processus de transfert de la propriété. Une deuxième approche est basée sur l'évaluation de la juste valeur (*fair value*), principalement basée sur le profit obtenu par l'entreprise ou l'évolution historique du profit réel. Une troisième approche concerne la détermination du prix payé pour une entreprise basé sur la valeur de remplacement de ses actifs (*replacement value*), pondérée par leur degré de dépréciation. Chacune de ces trois méthodes peut générer des avantages et des inconvénients pour l'État, le point le plus important qui doit être pris en compte étant une évaluation des effets estimés (positifs ou négatifs) non seulement à court terme, mais aussi à long terme.

La privatisation devrait bénéficier d'un ensemble de règles spécifiques, qui soient caractérisées par la clarté et la puissance suffisantes du contenu, parce que très souvent il peut arriver que les lacunes de ces règles (qui peuvent être développées par des fonctionnaires bien intentionnés) génèrent des lacunes ultérieures au niveau de la concurrence, des coûts de production ou des préoccupations concernant l'introduction d'innovations dans le système productif (Baumol, 1996). Il est très important d'avoir des spécialistes qui peuvent fournir des solutions pour remédier ces lacunes, surtout dans la mesure où elles ou leurs effets ne peuvent pas être anticipés.

Les règles spécifiques du processus de privatisation sont déterminés par un certain nombre de facteurs et, parmi ceux-ci, le rôle des objectifs poursuivis par le gouvernement semble être très important (Borner, 2004). Étant donné que le gouvernement entreprenne des actions subsumées à l'objectif de maximiser le bien-être général, les règles du processus de privatisation sont soigneusement pesées dans le sens où il n'y aura pas de privatisation pour elle-même (ou pour atteindre des niveaux spécifiques de certains indicateurs, tels que le poids dans le PIB des résultats obtenus par des entités privées), mais pour obtenir des résultats positifs en termes de bien-être à long terme. Si le gouvernement prend des mesures pour maximiser le nombre de votes pour le parti (ou la coalition) de gouvernement, alors le rôle des effets positifs à long terme compte moins que le rôle des effets positifs à court terme. Si le gouvernement prend des mesures pour maximiser les avantages du privé, le problème principal est la sélection des entités privées qui seront sujets de ces avantages, puisque la tendance sera de favoriser les personnes ou les entreprises qui gravitent autour du parti (de la coalition) de gouvernement, ce phénomène provoquant souvent des distorsions en ce qui concerne la concurrence, les effets négatifs à long terme niant les éventuels effets positifs à court terme générés par la privatisation.

L'économie souterraine

L'économie réelle représente un complexe qui, en dehors de l'économie officielle, inclut l'économie souterraine. Les deux sont complémentaires et interchangeable, ce qui suggère une relation complexe entre elles, basée non seulement sur des fondements économiques, mais aussi sur des fondements sociaux, politiques ou même culturels. La plupart du temps, l'économie souterraine est considérée comme le côté négatif de l'économie réelle et l'économie formelle comme la partie positive de l'économie réelle. Dans certains cas, cependant, l'économie souterraine peut avoir un rôle positif plus important que l'économie formelle parce

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
 Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*
 ISBN: 978-606-8624-17-4

que les décideurs politiques, en particulier le gouvernement, ne parviennent pas à potentialiser le transfert des effets positifs de l'économie formelle à la population, mais seulement vers quelques-uns des élus. Quand il y a de restriction excessive du marché, le choix individuel est limité dans l'économie formelle. L'intensité de la restriction est souvent mesurée par le nombre des lois, des exigences obligatoires, telles que les permis, les licences, les obstacles devant les échanges, etc. Le gouvernement devrait mettre davantage l'accent sur la réduction de la densité des règles ou améliorer celles qui existent déjà. Mais certains gouvernements choisissent, pour freiner le phénomène de l'économie souterraine, d'augmenter le nombre d'actes normatifs, une des raisons étant qu'ils augmentent la puissance des bureaucrates et le taux d'emploi dans le secteur public. Cette mesure a un effet de boomerang parce que, plus la bureaucratie est élevée, plus la tentation de quitter le secteur officiel en faveur du secteur informel augmente.

Les gens choisissent de travailler dans l'économie souterraine ayant comme motivation non seulement un revenu plus élevé, mais aussi le fait qu'ils peuvent contourner, employés et employeurs, les cotisations obligatoires pour l'Etat.

En ce qui concerne le marché du travail, par le désir d'accroître le taux d'emploi, les gouvernements ont recours à des régimes de retraite anticipée et à des emplois à temps partiel. Ces solutions donnent des résultats, mais seulement lorsqu'elles reflètent les options des individus. Si les gens sont forcés de choisir ces variantes, on leur crée la possibilité de travailler dans l'économie informelle, en raison de l'augmentation du temps de loisirs et par le désir d'augmenter leurs revenus.

La croissance du secteur informel mène à la baisse des revenus budgétaires, ce qui a pour effet de réduire la qualité et la quantité des biens et des services publics (tels que la défense, l'éducation, l'infrastructure, etc.).

Les auteurs estiment que les pays sains OCDE et certains pays de l'Europe de l'est (la République tchèque) ont enregistré un bon équilibre entre l'économie formelle et l'économie informelle, en raison du faible niveau des taxes, de la législation cohérente, du contrôle de la corruption, des mesures qui conduisent à un secteur faiblement développé de l'économie souterraine. En revanche, les pays de l'ex-Union soviétique et certains pays en transition sont caractérisés par un niveau élevé des taxes, beaucoup de bureaucratie, l'existence de la corruption et du chantage, ce qui explique le pourcentage élevé de l'économie souterraine dans l'économie formelle.

Une systématisation des effets que les activités souterraines propagent sur la vie économique et sociale est difficile à réaliser, d'autant plus que ce domaine est extrêmement changeant, en s'adaptant en permanence à ce qui se passe autour de lui.

Le choix du moment pour déclencher un important programme de lutte contre l'économie souterraine doit tenir compte de l'état de l'économie et de ses perspectives. Ainsi, une période de croissance économique favorisera des mesures contre l'économie souterraine et conduira à une attitude positive de la part des représentants de l'économie souterraine ainsi que de la majorité des contribuables honnêtes qui ne sentent pas leur stabilité économique menacée.

En revanche, le déclenchement d'un processus de lutte contre l'économie souterraine au milieu de la crise économique n'aura pas le résultat escompté, car il ya le danger d'accentuer

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
 Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*
 ISBN: 978-606-8624-17-4

le «naufrage» des individus et même des activités dans les couches plus profondes de l'économie souterraine. Cela ne signifie pas ignorer, dans les situations économiques défavorables, l'économie souterraine. On essaiera de limiter l'augmentation du volume de l'économie souterraine, ce qui permettra ultérieurement, pendant une période de prospérité économique, de développer de nouvelles actions efficaces pour la réduction de l'économie souterraine.

Afin de mettre en œuvre des mesures meilleures pour lutter contre l'économie informelle, on vise la collaboration entre les pays pour appliquer des mesures étendues intersectorielles avec la participation directe ou indirecte de groupes d'États, qui se reflète dans la rédaction et à la signature des accords, traités et accords internationaux. Au milieu de l'intégration européenne accentuée, en 1999, on a créé l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), l'institution communautaire compétente pour développer des contrôles dans les États membres et dans les pays candidats à l'Union européenne.

Étroitement liée à des actions au niveau européen sont à mentionnés aussi celles qui sont entreprises au niveau international. Elles doivent aller main dans la main pour lutter à la fois contre la criminalité transfrontalière, la fraude et le terrorisme international.

Conclusions

La réalité du processus de privatisation indique le rôle de l'information pour obtenir des avantages économiques. Parce que l'information correcte et utile était assez rare dans les années du socialisme (en termes d'accès de grandes masses de la population), il y avait un manque aigu de savoir faire dans son utilisation en termes d'avantages économiques; cependant, il y avait des gens qui connaissaient très bien le rôle de l'information, ce qui a déterminé une accumulation de leur pouvoir économique (y compris à travers des processus de privatisation), d'autant plus qu'il n'y avait pas de loi sur la lustration qui permettrait de réduire le rôle que ces gens ont joué depuis 1989.

Petit à petit, bon nombre de ceux qui ont acquis la majorité dans la structure de propriété sont devenus aussi les leaders exécutifs de ces sociétés privatisées. Au fur et à mesure que les compétences requises par la gestion efficace d'une entreprise n'étaient plus en corrélation avec les caractéristiques de l'environnement d'affaires, suite à l'adaptation à un environnement concurrentiel de plus en plus intense, on enregistrait une préférence toujours plus grande de faire des affaires avec l'État (avec des entreprises publiques ou d'autres entités de l'État) pour maintenir un certain niveau de rentabilité de l'entreprise. Mais cela pourrait être réalisé uniquement à la base d'une croissance des dépenses budgétaires, ce qui a généré, dans le temps, des déséquilibres aux effets négatifs au niveau économique et social aussi.

Bibliographie

Albu, L-L., Bormann, A., Financial Participation of Employees in Romania, Extended country report, 2006, available online at http://www.intercentar.de/fileadmin/files/PEPPER_III/Extended_Country_Report_Romania.pdf

Iulian Boldea, Dumitru-Mircea Buda (Editors)
CONVERGENT DISCOURSES. Exploring the Contexts of Communication
 Arhipelag XXI Press, Tîrgu Mureş, 2016. *Section: Social Sciences*
 ISBN: 978-606-8624-17-4

Bennett, J., Estrin S., Maw, J., Urga, G., Privatization Methods and Economic Growth in Transition Economies, 2004, available online at <http://www.cepr.org/pubs/dps/DP4291.asp>

Earle, J. S., Privatization Methods and Productivity Effects in Romanian Industrial Enterprises. Upjohn Institute Staff Working Paper No. 02-81, 2002, available online at www.upjohninst.org/publications/wp/02-81.pdf

Earle, J. S., Gehlbach, S., “Mass Privatization and the Post-Communist Mortality Crisis”: Is There Really a Relationship?, Economics Working Paper No. 105, Center for Comparative Economics, London, 2010

Earle, J. S., Telegdy, A., Productivity and Ownership Structure in Romania: Does Privatization Matter?, 2000, available online at www.iza.org/en/papers/summerschool/3_telegdy.pdf

Konings, J., Van Cayseele, P., Warznsky, F., The Effects of Privatization and Competitive Pressure on Firms Price-cost Margins: Micro Evidence from Emerging Economies, 2002, available online at <http://www.econ.kuleuven.ac.be/licos/DP/DP2002/DP125.pdf>

Desai, R. M., Olofgard, A., Political Influence in Transition Economies: Firm Level Evidence, Stockholm, 2009, available online at www.hhs.se/SITE/Publications/Documents/draft%201.pdf

Szentpeteri, A., Telegdy, A., Political Selection Of Firms Into Privatization Programs. Evidence From Romanian Comprehensive Data, 2009, available online at <http://www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1468-0343.2009.00364.x>

Tache, I., The Mass Privatization Process in Romania: A Case of Failed Anglo-Saxon Capitalism, 2008, available online at www.hse.ru/data/283/636/1233/1Tache_Moscow.pdf

Telegdy, A., Management – Employee Buyouts in Romania. Privatization Process and Ownership Outcomes, Budapest University of Economic Sciences and Central European University, 2002, available online at www.efesonline.org/.../National%20Report%20Romania%20EN.pdf